

Perdre la vérité, perdre la paix par Jiri Dienstbier

I SMAIL KADARÉ a écrit dans *Le Monde* du 14 décembre 1999 (« Gagner la guerre, perdre la paix ») que « la condamnation ou l'absolution du crime est la pierre de touche pour les Balkans de demain. De la réponse qu'on y apporte dépend la morale de chaque camp, mais aussi de tous ceux qui se trouvent mêlés à ce problème ».

Je porte une attention particulière aux Albanais emprisonnés en Serbie et aux procès politiques de certains d'entre eux. Nous ne devons pas toutefois oublier que ces questions actuelles font partie des nombreux aspects entremêlés de la crise générale des Balkans. Dans un cadre plus large, ils concernent toute l'Europe et la communauté internationale.

La négligence d'un de ces aspects peut avoir de graves conséquences pour tous. Par exemple, la politique néfaste des embargos et des sanctions qui ne nuisent jamais aux gouvernants mais pénalisent toujours les citoyens empêche depuis dix ans le développement régional, mais favorise l'essor de la corruption, la contrebande, l'institutionnalisation du crime et l'activité des mafias dans les Balkans. Souvent, les premiers bénéficiaires de l'économie illégale sont les représentants du pouvoir politique. Kadaré sait sûrement que cela est valable aussi pour l'Albanie et le Kosovo et qu'y participent certains de ceux qui sont à l'origine du conflit armé.

Dans tous mes rapports de la commission des droits de l'homme à l'Assemblée générale de l'ONU, dans mes entretiens avec les acteurs des événements, dans les interviews et les conférences de presse, non seulement je condamne les crimes de chacun, les violations des droits élémentaires des citoyens, mais aussi je refuse tout ce qu'Ismail Kadaré appelle « l'absence d'impartialité de l'information, la dissimulation d'une partie de la réalité, enfin la mystification grossière et cynique ».

Je comprends que les acteurs du conflit ne soient pas satisfaits de cette attitude. Dans l'ex-Yougoslavie, tout un chacun se sent une victime et considère les autres comme seuls coupables. Je peux comprendre que même Kadaré ne parvienne pas à conserver « l'impartialité » à la vue des souffrances de son peuple. Mais je ne m'attendais pas qu'un écrivain de son format s'abaisse à des calomnies comparables à celles utilisées contre les dissidents dans les ex-pays communistes.

Kadaré estime que « Dienstbier

met sur le même plan victimes et bourreaux ». Sa phrase selon laquelle « aucune comparaison n'est possible entre les crimes serbes et albanais » montre le piège dans lequel sa réflexion est tombée. Il n'existe pas de « crimes serbes et albanais ». Les crimes sont commis par des criminels très concrets. Ils ont parfois un nom serbe, une autre fois albanais ou un tout autre nom. Je ne mets donc pas sur le même plan les bourreaux et les victimes. Je mets sur le même plan des bourreaux serbes et albanais et j'ai le même souci des victimes albanaises et serbes.

Totalement imaginée est l'affirmation de Kadaré selon laquelle le président Vaclav Havel a exprimé son désaccord avec mon rapport. Nos opinions divergent seulement à propos des bombardements qui, selon moi, ont provoqué beaucoup de nouvelles souffrances, sans atteindre le seul objectif qui aurait pu les légitimer : assurer les conditions pour le développement d'une

mal que la confrontation d'opinions différentes est l'essence de la démocratie. D'autres ne parviennent pas à dépasser leur vision nationaliste unilatérale. Ceux qui sont responsables des crimes actuels ne m'épargnent pas.

Ismail Kadaré souffre qu'on assiste au Kosovo à la vengeance albanaise contre la population non albanaise. Il condamne cette violence et veut qu'elle s'arrête. Il comprend que la vengeance est suicidaire. Expliquer les crimes par la vengeance, voire par la « compréhensible vengeance » est toutefois trompeur. Bien sûr, cela arrive aussi. Mais la principale raison des expulsions, des meurtres, des pillages, de la destruction des maisons et d'autres violences est l'activité organisée par ceux qui, les armes à la main, accaparent les biens des expulsés et tentent de s'emparer du pouvoir. Les criminels et les mafieux franchissent librement la frontière ouverte. La Mission internationale n'est pas capable de les en

n'osent pas ouvertement intervenir, car ils redoutent pour leur propre vie, mais aussi celles de leurs partisans éventuels qui vivent dans les villages où le pouvoir est entre les mains des extrémistes militants.

L'expulsion de 250 000 Serbes, Roms, Bosniaques et Croates du Kosovo n'assurera ni la paix ni la victoire de la noblesse du cœur qu'appelle de ses vœux Kadaré. Les plans de « réunification de la nation albanaise » menacent le sud des Balkans et ne promettent pas aux Albanais, du Kosovo ou d'ailleurs, un avenir pacifique. Dans les camps de réfugiés en Serbie, j'ai rencontré de jeunes expulsés qui disent : « Nous y retournerons comme partisans, comme l'a fait l'UCK. »

Je comprends que Kadaré souligne les aspects positifs de la vie au Kosovo : le Salon des livres albanais, la publication d'Aristote, de la Bible et les représentations de Hamlet. Sait-il qu'au même moment sont détruits des dizaines de milliers de livres en serbe, parmi lesquels ceux d'Aristote ?

Je salue son appel pour qu'après l'extinction de la haine entre les nations, on cherche « d'autres sources, celle de la noblesse de cœur ». Cela exige que les dirigeants des nations des Balkans dénoncent les violations des droits de l'homme par les membres de leur propre groupe ethnique. Kadaré le fait. Mais il accuse d'autres personnes de « mystification grossière et cynique », alors qu'il tombe dans le même travers. Il utilise pour cela des mensonges et des thèses absurdes, comme lorsqu'il écrit que, « pour beaucoup, le Kosovo présente bien plus d'intérêt quand il baigne dans le meurtre et le sang qu'exempt de ces fléaux ».

Sans informations impartiales et sans critiques de toutes les violations des droits de l'homme, il n'est pas possible de sortir du traumatisme balkanique ni d'engager les nations du sud-est de l'Europe dans le processus d'intégration à l'Union européenne. Seule la vérité sur elles-mêmes pourra les aider à gagner la paix. A défaut, non seulement elles perdront la paix, mais aussi, peut-être, la prochaine guerre qu'elles s'infligeront.

Jiri Dienstbier, ancien ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, est rapporteur spécial de l'ONU pour les droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine, Croatie et République fédérale de Yougoslavie.

(Traduit du tchèque par Fabrice Martin.)

Je ne m'attendais pas à ce qu'un écrivain du format d'Ismail Kadaré s'abaisse à des calomnies comparables à celles utilisées contre les dissidents dans les ex-pays communistes

coexistence démocratique des divers groupes ethniques au Kosovo. Je considère particulièrement indigne d'un grand écrivain son insinuation que ma critique des liens entre certains Albanais et les mafias justifie la liquidation de grandes familles. Il est connu de tous et confirmé par les enquêtes de police et les décisions de justice que les mafias albanaises contrôlent le trafic de drogue dans de nombreux pays européens.

Tout aussi fausse est son affirmation, probablement généralisée à partir de quelques propos extrémistes, qu'au Kosovo « l'opinion entière s'est depuis longtemps insurgée contre les prises de position de ce rapporteur ». Comment le sait-il ? A-t-il procédé à un sondage de l'opinion publique ? Je me suis rendu sept fois au Kosovo depuis avril 1998, dans les camps de réfugiés en Macédoine et au Monténégro, au plus fort de l'expulsion des Albanais du Kosovo entre mars et mai 1999. J'ai rencontré des centaines de personnes.

J'ai été critiqué et je le serai sûrement encore. Certains comprennent

empêcher. La population terrorisée le peut encore moins.

La majorité des Albanais et des Serbes n'ont commis aucun crime. Kadaré écrit que, dans ses entretiens au Kosovo, « non seulement les intellectuels, les philosophes, les écrivains, mais l'immense majorité du peuple albanais rejettent et dénoncent les représailles à l'encontre des Serbes ». Les gens qui pensent ainsi ne craignent pas de le dire à leur écrivain national de Paris. Mais j'étais à Pristina en octobre 1999 quand Kosovapress, agence officielle de l'administration de Thaci, a traité de traîtres les intellectuels kosovars Vetton Surroi et Baton Haxhia pour avoir critiqué les crimes contre la population non albanaise. Le vocabulaire du commentaire de l'agence, qualifiant Surroi et Haxhia de « dégénérés » qui « puent la fétidité slave », de « bâtards » qui « n'ont pas de place dans le Kosovo libre » et « peuvent être la cible d'éventuelles et justifiables représailles », rappelle les temps de Goebbels et de Staline.

D'autres intellectuels et représentants politiques m'ont confié qu'ils